

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 30

**MINISTERE
DE L'AGRICULTURE ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	11
2.1.	PROGRAMME 391: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	12
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	13
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	15
2.2.	PROGRAMME 392: AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES AGRICOLES	26
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	27
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	27
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	27
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	29
2.3.	PROGRAMME 393: MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET DE PRODUCTION	35
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	36
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	36
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	36
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	38
2.4.	PROGRAMME 394: GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE	42

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	43
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	43
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	43
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	45
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	48
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	49
3.2.	LEÇONS APPRISES	49
3.3.	PERSPECTIVES	50

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1^{er} janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution, présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2014, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Depuis l'année 2009, le gouvernement camerounais s'est engagé dans un vaste chantier visant à promouvoir la croissance et l'emploi. Un document d'orientation de cette politique a été rédigé : le DSCE (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi).

Ce document qui énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020, réaffirme aussi la volonté du Gouvernement de poursuivre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans leur ensemble et se positionne désormais, conformément à la Déclaration de Paris, comme le cadre de référence de la politique et de l'action gouvernementale ainsi que le lieu de convergence de la coopération avec les partenaires techniques et financiers en matière de développement. Il constitue ainsi le vecteur de la recherche, de la croissance et de la distribution des fruits jusqu'aux couches les plus vulnérables de la population avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes.

Maintenant que le Cameroun dispose de ce document de référence, le Gouvernement entend prendre toutes les dispositions nécessaires, afin que l'amélioration des performances des administrations se traduise par des résultats concrets en termes de création d'emplois, de réduction de la pauvreté, et d'amélioration tangible des conditions de vie des populations.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Rappel des priorités nationales

Les orientations stratégiques nationales s'articulent autour d'une vision à long terme (2035) qui se formule ainsi qu'il suit : « LE CAMEROUN : UN PAYS EMERGENT, DEMOCRATIQUE ET UNI DANS SA DIVERSITE ». La volonté de devenir un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité intègre quatre objectifs généraux à savoir:

- (i) réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ;
- (ii) devenir un pays à revenu intermédiaire ;
- (iii) atteindre le stade de Nouveau Pays Industrialisé et ;
- (iv) renforcer l'unité nationale et consolider le processus démocratique.

A cet effet, les priorités consistent à :

- accélérer la croissance à travers :
 - le développement des infrastructures ;
 - la modernisation de l'appareil de production ;
 - le développement des ressources humaines ;
 - l'intégration régionale et la diversification des échanges commerciaux ;
 - le financement de l'économie.
- développer l'emploi à travers :
 - l'accroissement de l'offre d'emplois ;
 - la mise en adéquation de la demande d'emplois ;
 - l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi ;

- promouvoir la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat ; à travers :
 - la promotion de l'état de droit ;
 - la gestion stratégique de l'Etat.

Cette vision politique, qui se décline dans le secteur rural, volet agriculture et développement rural a pour objectif stratégique « de renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement ».

Rappel du champ de compétence du MINADER

Le décret N°2011/408 du 09 Décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, assigne au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural des missions précises en matière agricole et en matière de développement rural. Il s'agit de :

- l'élaboration, de la planification et de la réalisation des programmes gouvernementaux relatifs à l'agriculture et au développement rural ;
 - la conception des stratégies et des modalités pour garantir la sécurité et l'autosuffisance alimentaire ainsi que du suivi de leur mise en œuvre ;
 - l'élaboration et du suivi de la réglementation dans le secteur agricole ;
 - la protection et du suivi des différentes filières agricoles ;
 - l'amélioration quantitative et qualitative de la production et des rendements dans le secteur agricole ;
 - la promotion des investissements dans le secteur agricole en liaison avec le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique ;
 - la promotion de la mécanisation dans le secteur agricole ;
 - la promotion des petites, moyennes et grandes exploitations dans le secteur agricole en liaison avec le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat ;
 - l'identification et de la promotion de nouvelles productions agricoles pour l'exportation ;
 - la protection phytosanitaire des végétaux ;
 - la collecte, de la production et de l'analyse des statistiques agricoles ;
 - la coordination de la gestion des situations de crise en matière agricole ;
 - la vulgarisation agricole en liaison avec le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et les Administrations concernées ;
- le suivi des normes dans le secteur agricole ainsi que du contrôle de leur application ;
- le suivi des organisations professionnelles agricoles ;
- le suivi des coopératives agricoles ;
 - la diffusion de l'information et des conseils agricoles auprès des producteurs en liaison avec le Ministère de la Communication ;
 - le suivi des écoles de formation des personnels agricoles en relation avec le Ministère de

l'Emploi et de la Formation Professionnelle, à l'exclusion des établissements d'enseignement relevant des Ministères chargés des questions d'enseignement ;

- la promotion du développement communautaire ;
- l'encadrement des paysans ;
- la participation à la planification et du suivi de la réalisation des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural, en liaison avec les Ministères compétents.

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural exerce sa tutelle technique sur :

- la Cameroon Development Corporation (CDC) ;
- la South West Development Authority (SOWEDA) ;
- la Mission de Développement du Nord Ouest (MINDENO)
- la Société de Développement du Cacao (SODECAO) ;
- la Société de Développement du Coton (SODECOTON) ;
- la Société d'Extension et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY) ;
- la Upper Noun Development Authority (UNVDA) ;
- l'Office Céréalière ;
- l'Unité de Traitements Agricoles par Voie Aérienne (UTAVA) ;
- le Centre d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole (CENEEMA) ;
- la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF).

Rappel synthétique des performances passées

Par rapport aux performances antérieures et aux perspectives, l'évaluation de l'exécution du budget du MINADER sur **les trois dernières années** s'articule autour des axes suivants :

- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles ;
- la modernisation des infrastructures du monde rural et de production agricoles ;
- la gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture ;
- la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous secteur agriculture et développement rural.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

La réforme des finances publiques au Cameroun ainsi consacrée par la promulgation de cette loi exige un changement radical dans la gestion des finances publiques de l'Etat.

Cette exigence rend les différents acteurs politiques et administratifs responsables, pour une mise en œuvre plus efficace et efficiente des programmes de politiques publiques, ceci afin de promouvoir la Gestion Axée sur les Résultats et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) consignés dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

La mise en œuvre graduelle de cette loi prescrit au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, ainsi qu'aux autres départements ministériels, de joindre aux projets de

loi de finances, un document de budget élaboré sous forme de Budget-Programme.

Le programme en tant que support de présentation des crédits budgétaires par finalité socioéconomique et définissant le cadre budgétaire de mise en œuvre des politiques publiques se trouve être au cœur de cette nouvelle approche.

Les documents d'ancrages de ce travail se résument au Document de Vision dont l'objectif est de « **faire du un pays émergeant à l'horizon 2035** », au Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DCSE), au décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, aux directives du Chef de l'Etat contenues dans ses discours du 17 janvier 2011 prononcé à l'ouverture du Comice agropastoral d'Ebolowa et du 03 novembre 2011 prononcé devant l'Assemblée Nationale à l'occasion de la prestation de serment, ainsi que dans son discours de campagne prononcé le 04 octobre 2011 à Maroua. De même que les discours du Chef de l'Etat la Nation les 31 décembre 2012 et 2013, ainsi que la circulaire présidentielle relatives à la préparation du budget 2014.

Au regard des principaux défis à relever par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural qui se trouvent être :

- l'accélération de la croissance ;
- la modernisation du monde rural ;
- la réduction de la pauvreté en milieu rural ;
- la sécurité et l'autosuffisance alimentaire ;
- la gestion durable des ressources naturelles,

la vision politique évoquée plus haut qui se décline dans le secteur rural, volet agriculture et développement rural, a pour objectif stratégique de « **Renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement** ».

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014

La mise en œuvre des programmes a été globalement marquée par :

- une insécurité transfrontalière
- une pluviométrie régulière dans la partie méridionale
- une pluviométrie élevée dans la partie septentrionale, avec comme conséquences des inondations dévastatrices et des pertes de récoltes ;
- des procédures de passation des marchés qui ne cadrent pas avec le calendrier agricole ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ;
- la révision du Document de Stratégie du Développement du Secteur Rural dans son ensemble ;
- la consolidation de l'application du budget programme, marqué par une difficile mise en œuvre du budget – programme, due à la non maîtrise des outils et des concepts de mise en

œuvre effective

- la mise en œuvre des engagements pris par les Chefs d'Etat MAPUTO sur la proportion des budgets nationaux à réserver à l'agriculture prise dans son sens large en 2003 ;
- la poursuite de la mise en place de l'option de décentralisation prise par le Cameroun dans la loi fondamentale.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 391

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS
SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Responsable du programme

MVONDO NNA PATRICK
Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes du MINADER	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	50.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	80.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES; Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE ; Action 04: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE Action 05: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 06: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 07: DEVELOPPEMENT DES TIC Action 08: CONTROLE ET AUDIT INTERNE Action 09: CONSEIL JURIDIQUE Action 10: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE Action 11: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 27 376 075 000	CP 27 376 075 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MVONDO NNA PATRICK, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	01 centre d'excellence sous régionaux construit 4132 jeunes formés dans les métiers agropastoraux et para-agricoles 1093 nouvelles recrues dans les écoles et centre de formations agricoles - Accompagnement à l'insertion de 522 jeunes formés dans le monde professionnel 03 écoles de formations construites 35 écoles en cours de construction 08 nouvelles salles de classes construites dans les écoles 02 nouveaux blocs administratifs construits dans les écoles 01 laboratoire et 02 dortoirs construits dans les écoles et centres de formation 05 Salles de classes réhabilitées dans les écoles 03 voitures station wagon acquises dans les centres d'excellence 14 pick-up et 69 ordinateurs complets acquis et repartis dans les différentes structures 13 écoles et centres de formation équipés avec 520 tables bancs et 1560 chaises - Des mobiliers de bureau acquis et repartis dans les différentes structures 10 mini comices agro-pastoraux régionaux organisés, - Arriérés du comice agro-pastoral d'Ebolowa payés. - Préparation technique et administrative du 3ème Recensement générale de l'agriculture et de l'élevage (RGAE) entamée : Contrat engagé avec les experts, projet de décret finalisé et transmis à la haute hiérarchie, méthodologie de recensement en cours d'élaboration, formation du personnel chargé du recensement entamé - Acquisition et installation de 02 groupes électrogènes - Elaboration des documents ci-après : CDMT, PPA, RAP, Rapport National sur l'état de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture au Cameroun, Rapport sur la mise en œuvre du plan sectoriel VIH/SIDA	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	75%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 27 332 975 000	CP 27 332 975 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 8 072 789	Ecart CP 8 072 789
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 26 519 257 272	CP 25 357 216 288
TAUX DE CONSOMMATION	97 %	92,8 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Trois actions n'ont pas été mises en œuvre : Développement des TIC (55 000 000), Conseil juridique (10 000 000) et Gestion des ressources documentaires (15 000 000) - Taux de réalisation de l'action Etudes stratégiques et planification faible (29,32%) à cause de non accord de déblocage des fonds.	
PERSPECTIVES 2015	- Réaliser le RGAE ; - Entamer la construction des centres d'excellence ; - Elaborer un plan de formation du personnel du MINADER ; - Poursuivre la formation des jeunes dans les métiers agro-pastoraux ; - Construire l'immeuble ministériel	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES;								
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du MINADER							
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance au MINADER					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 70%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	50.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	80.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	un rapport de suivi des projets et programmes, maintenance des appareils, Rapport consolidé des indicateurs						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	19 845 186 000	19 845 186 000	19 895 186 000	19 895 186 000	19 895 186 000	19 531 305 114	100 %	98,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Renouvellement du personnel des services centraux et déconcentrés - Mise en place de nouveaux projets et/ou actualisation de projets existants							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Suivi-évaluation des projets et programmes - Appui à la maîtrise d'ouvrage							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les projets et programmes du MINADER bénéficient d'un suivi évaluation annuel							
Perspectives 2015	- Suivi l'exécution des ressources transférées aux CTD - Renforcement des capacités des responsables sur l'élaboration, l'exécution et le suivi de l'exécution du budget programme - Suivi de l'exécution des dépenses non ordonnancées - Désignation des responsables des actions et des contrôleurs de gestion							

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au MINADER								
Indicateur	Intitulé:		Documents de la planification et de la programmation produits annuellement dans les délais au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 29%		
	Unité de mesure		doc						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		CDMT, PPA, RAP, Rapport National sur l'état de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture au Cameroun, Rapport sur la mise en œuvre du plan sectoriel VIH/SIDA						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	210 000 000	210 000 000	289 900 000	289 900 000	94 237 565	85 000 000	32,5 %	29,32 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre du budget-programme - Appropriation du Programme National d'Investissement Agricole								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Production des documents de stratégie, planification, programmation et suivi évaluation								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- Le marché sur l'édition et vulgarisation de la stratégie de développement du secteur rural, volet agriculture et développement rural n'a pas été lancé; le document sur La vulgarisation de la nouvelle stratégie de développement communautaire n'a pas été validé par le MINADER - Retard dans le démarrage de l'activité dû au déblocage tardif des fonds - Difficulté dans la collecte des données due à l'annulation des ateliers des collectes de données par zone agro-écologique causé par une insuffisance des fonds. - Non accord de déblocage des fonds destinés à financer certaines activités								
Perspectives 2015	- Production du RAP 2014 - Validation du Rapport National sur l'état de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture au Cameroun et transmission officielle de ce dernier à la FAO - Appui à la vulgarisation et à la mise en œuvre du PNIA - Vulgarisation du manuel de procédures d'immatriculation des Coopératives								

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE ;

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes au MINADER								
Indicateur	Intitulé:		Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		doc						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		10 mini comices agro-pastoraux régionaux organisés, Arriérés du comice agro-pastoral d'Ebolowa payés.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	540 000 000	540 000 000	540 000 000	540 000 000	531 180 799	531 156 826	98,4 %	98,4 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Déconcentration de la gestion des ressources financières								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Organisation de 10 comices régionaux agropastoraux Paiement des arriérés du comice agro-pastoral d'Ebolowa								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les mini-comices régionaux ont été exécutés en régie, ce qui a facilité le respect des délais et le bon déroulement des activités Les arriérés du Comice d'Ebolowa ont été directement mandatés aux bénéficiaires.								
Perspectives 2015	Continuer à organiser les mini comices agropastoraux régionaux Organiser les comices et foires agro-pastorales dans les départements du pays Continuer à payer d'autres arriérés (Comice agropastoral d'Ebolowa, PPDMVCC, etc.)								

Action 04 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

OBJECTIF	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques au MINADER								
Indicateur	Intitulé:		Annuaire statistique produit annuellement au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		doc						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Rapport annuaire ContryStat, Document sur les données des marchés (SIM), Préparation technique et administrative du 3ème Recensement générale de l'agriculture et de l'élevage (RGAE) entamée : Contrat engagé avec les experts, projet de décret finalisé et transmis à la haute hiérarchie, méthodologie de recensement en cours d'élaboration, formation du personnel chargé du recensement entamé Note de conjoncture Réseau d'Information Comptable (RICA)						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 165 000 000	1 165 000 000	1 165 000 000	1 165 000 000	996 692 764	898 992 000	85,6 %	77,17 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Données statistiques fiables non disponibles dans le sous-secteur agriculture et développement rural								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	3 ^{ème} Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (Finalisation de la cartographie, acquisition des tablettes, organisation du pré recensement ; Extension du recensement notamment les modules complémentaires et les études thématiques) Gestion de la base de données country stat								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Inventaire et établissement d'une base des données informatisées et cartographie des micro infrastructures communautaires (SIG) non réalisé ; Opérationnalisation de la base des données informatisée sur les projets et son appropriation par l'ensemble de la chaîne PPBS non réalisée ; Extension de la mise en place et actualisation régulière de la base des données sur les organisations des producteurs non réalisée Le système d'information pour l'amélioration du cadre de vie en zone rurale n'a pas été mise sur pied NB : ces activités n'ont pas été réalisées à cause de l'arrêt précipité des engagements sur PROBMIS avant la date officielle Contrat engagé avec les experts, projet de décret finalisé et transmis à la haute hiérarchie, méthodologie de recensement en cours d'élaboration, formation du personnel chargé du recensement entamé								
Perspectives 2015	Réalisation effective du 3 ^{ème} RGAE Actualisation de la base de données "Country sat Cameroun"								

Action 05 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Accroitre qualitativement les ressources humaines au MINADER								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du cadre organique au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE <		

Action 06 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Acquisition et répartition de 05 imprimantes couleurs, 49 imprimantes lasers, 49 ordinateur HP, 49 onduleur, 04 scanners, 03 photocopieuses, 49 norton 360 antivirus, 40 fauteuils directeurs, 2 fauteuils sous directeur, 30 chaises visiteurs, 50 chaises réception en tissu, 30 téléviseurs écran plasma 42", 34 réfrigérateurs de bureau, 20 ventilateurs sur pied, 11 véhicules pick-up 4X4, 25 motos. Construction d'un forage avec château, réhabilitation des bâtiments de la DOPA Acquisition et installation d'un groupe électrogène à Etoug-ebé, branchement électrique au CEAC de Mvam Essakoe Etude géotechnique de la construction de l'immeuble ministériel a été réalisée et les plans disponibles 11 sessions de comité de suivi et 05 contrats cadre de pilotage des fiches techniques contractualisées avec le MINADER					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 474 000 000	1 474 000 000	1 301 000 000	1 301 000 000	1 239 781 996	473 157 783	95,3 %	36,4 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· Réhabilitation des bâtiments abritant les structures du MINADER · Equipement des services du MINADER en mobiliers de bureau et en matériels roulants · Projet d'appui à la maîtrise d'ouvrage · Etude géotechnique de la construction de l'immeuble ministériel							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Construction de l'enseigne lumineuse à la DOPA n'a pas été réalisée à cause d'un marché infructueux.							
Perspectives 2015	Etendre la réfection des bâtiments et l'équipement des services							

Action 07 DEVELOPPEMENT DES TIC

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		doc					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	0	0	0 %	0 %

Action 08 CONTROLE ET AUDIT INTERNE

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de mission au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		doc					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	100 %	100 %

Action 09 CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de projets de texte élaborés dans les délais au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		doc					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000				

Action 10 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE

OBJECTIF	Accroitre la visibilité des actions menées au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une couverture médiatique au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		175.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 11 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		doc					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000				

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 392

AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE
DES FILIERES AGRICOLES

Responsable du programme

MBILI OLOUME JEAN PIERRE
Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Rendre le secteur agricole camerounais plus productif et compétitif et lui faire gagner des parts additionnelles sur les marchés	
Indicateur	Intitulé:	Contribution de l'agriculture à la croissance économique
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.20000000298023224
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	2.0
ACTIONS DU PROGRAMME	Année cible:	2018
	Action 01:	DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION VÉGÉTALES
	Action 02:	DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES ;
	Action 03:	REDUCTION DES RISQUES D'INSECURITE ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE ;
	Action 04:	DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES INTRANTS AGRICOLES.
DOTATIONS INITIALES	AE 57 676 814 000	CP 57 676 814 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MBILI OLOUME JEAN PIERRE, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Acquisition/ distribution des semences améliorées: 201 tonnes de pomme de terre, 120 000 plants d'Okok, 24 tonnes de semence base de maïs et 13 356 T de semence de maïs, 608 000 plants de café robusta; 5 411 000 plants plants cacao, 855 000 plants arabica ; 1 320 000 plants bananiers plantain ; 300 000 graines et 180 000 plants de palmier à huile, 58 826 bocaux de champignon, 7 000 000 de boutures de manioc, 251 T de semence de riz certifiée, 402 T de haricot, 18 T de soja, 25 T niébé, 12 T d'arachide, 12 000 plants d'arbres fruitiers. Appui Conseil aux Producteurs : environ 200 000 producteurs ; Formations des producteurs : environ 178 000 producteurs. Acquisition/ distribution des engrais Lutte contre les grands fléaux: Achat et distribution des produits phytosanitaires pour traiter 14 819 Ha ; élaboration de la carte des nuisibles du Cameroun ; élaboration du plan de protection et étude diagnostique la situation phytosanitaire ; recyclage de 282 acteurs de lutte phytosanitaire. Protection du verger cacao- café: 938 OP de cacao- café ont bénéficiés des appuis en produits et équipements phytosanitaires ; 1 392 911 de sachet dose de fongicides; 969 pulvérisateurs à dos simple; 270 kits de protection corporelles et 1001 atomiseurs ont été distribués en vue traiter 46 430 Ha (7,73 % du verger national estimé à 600 000 Ha).	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	40%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 61 319 914 000	CP 61 319 914 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -3 643 100 000	Ecart CP -3 643 100 000
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 57 681 632 113	CP 47 768 695 495
TAUX DE CONSOMMATION	94,1 %	77,9 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE	-Insuffisance des ressources allouées par rapport aux besoins;	

L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Inadéquation entre la mise à disposition des fonds et l'exécution du calendrier agricole; - Insuffisance des semences et plants de qualités et détérioration de celles existantes - Insuffisance du matériel végétal de base pour la production des semences et plants; - Lourdeur des procédures de passation des marchés; - Insuffisance d'équipements et d'infrastructures.
PERSPECTIVES 2015	- Redynamiser le suivi de la situation alimentaire des populations et de la production agricole dans les zones cibles ; - Augmenter la production des semences et plants de qualités (cacaoyer, caféier, arbres fruitiers, okok, pomme de terre, bananier plantain, taro, palmier à huile, manioc, etc.) - Accélérer le processus de production locale des engrais et autres intrants agricoles à grande échelle et à moindre coût; - Mettre en place un mécanisme durable d'autoproduction dans les zones touchées par l'insécurité Alimentaire. - Désigner les responsables d'actions ; - Opérationnaliser les responsables des programmes et d'actions ; - Labelliser d'autres produits agricoles ; - Rendre fonctionnelles les fermes semencières du MINADER et les étendre ; - Poursuivre la distribution des denrées alimentaires dans les zones à risque ; - Renforcer les capacités des producteurs sur les techniques modernes de production/stockage/commercialisation/transformation ; - Augmenter les superficies exploitées ; - Accroître les infrastructures et équipements de production.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION VÉGÉTALES								
OBJECTIF	Augmenter le niveau de production des filières stratégiques							
Indicateur	Intitulé:	Taux de croissance du PIB agricole					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	3.200000047683716						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	8.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Pomme de terre : 201 tonnes de semences certifiées ont été distribué à 1754 producteurs ; 05 multiplicateurs privés ont bénéficié de 200 tonnes de semences ; 7 140 sacs de 40 kg de fientes des pondeuses, 1 452 sacs de 25 kg d'engrais complet NPK yara mila, 364 sacs de 25 kg de Nitrate de calcium, 896 kg de Fongicide de contact, 275 litres de Fongicide systémique, 275 litres d'Insecticide ; 09 kits des transformations de pomme de terre en frites acquis ; 13 sessions d'initiation aux itinéraires techniques tenues dont 05 dans le Nord-Ouest (1 083 personnes) 04 à l'Ouest (357 producteurs); 01 dans le Centre (141 producteurs), 01 à l'Est (110 producteurs) et 02 dans le Sud (68 producteurs) ; soit au total 1 758 producteurs initiés ; 05 sessions de formation de 124 représentants des Organisations faïtières des producteurs de pomme de terre à l'organisation et à la gestion des coopératives Projet de Production d'Okok : Construction de la ferme semencière de Nkolossananga (phase 2) ; 120 000 plants produits et en					70%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	56 354 814 000	56 354 814 000	60 007 914 000	60 007 914 000	56 606 295 579	46 798 676 995	94,3 %	78 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	· Développement des chaines de valeurs ; · insécurité transfrontalières avec déplacements des populations; · Procédures de passation de marchés très lourdes entravent la réalisation de certaines activités agricoles essentiellement tributaires du climat ; · Célébration de l'année internationale de l'agriculture familiale ; · Mise en œuvre de la politique agricole de 2nde génération; · Changement climatiques.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Production et distribution de semences et plants améliorés ; - Appui en intrants (engrais et pesticides), équipements et matériels agricoles ; - Construction de 10 postes agricoles avec résidence ; - Renforcement des capacités des producteurs sur les itinéraires techniques de production des différentes spéculations; - Appui au développement des filières agricoles.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Insuffisance des ressources allouées par rapport aux besoins ; - Insuffisance d'équipements et d'infrastructures productifs ; - inadéquation entre la mise à disposition des fonds et le calendrier agricole ; - Insuffisance de matériel végétal de base pour la production des semences et plants ; - Insuffisance des semences et plants de qualités et détérioration de celles existantes.							

Perspectives 2015	• Augmenter le nombre de sessions de formation des producteurs et multiplicateurs de semences à l'organisation et à la gestion coopérative; • Augmenter le nombre de sessions de formation thématiques ; • Poursuivre l'extension des parcelles des jeunes agriculteurs installés sur les sites; • Augmenter la production des semences et plants de qualités (cacaoyer, caféier, arbres fruitiers, okok, pomme de terre, bananier plantain, taro, palmier à huile, manioc, etc.) • Augmenter les superficies exploitées; • Renforcer les capacités des producteurs sur les techniques modernes de production/stockage/commercialisation/ transformation ; • Accroître les infrastructures et équipements de production; • Accélérer le processus de production locale des engrais et autres intrants agricoles à grande échelle et à moindre coût; • Renforcer les capacités des producteurs dans la production et l'utilisation des bio fertilisants; • Revaloriser le coût unitaire des plants aux pépiniéristes ; production et distribution de 500 000 plants d'okok par an; • Réaliser les travaux d'aménagement des périmètres irrigués en régis recommandés par le MINADER. • Désenclaver les bassins de production.
-------------------	---

Action 02 DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES ;								
OBJECTIF	Améliorer la qualité des produits agricoles							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des principaux produits agricoles normés et labélisés au Cameroun				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		5.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	58 000 000	58 000 000	58 000 000	58 000 000	0	0	0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Agriculture orientée vers le marché international et sous régional; - Accroissement des échanges des produits agricoles avec les pays voisins ; - Des produits agricoles de contrebande circulent à travers le pays.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Aucune activité n'a été réalisée							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Inadéquation entre la mise à disposition des fonds et le calendrier d'exécution des activités de l'action, dotation budgétaire insuffisante, lourdeur des procédures de déblocage des fonds. La suspension des traitements sur l'application PROBMIS avant la date officielle, aucun des engagements de cette action n'a pu être prise en compte.							
Perspectives 2015	-Mettre en place et opérationnaliser les structures permanentes de pilotage du Budget Programme (responsables des programmes, responsables d'actions) ; - Définir les normes de commercialisation/transformation/conservation des produits agricoles ; - Labelliser d'autres produits agricoles, - Etablir les manuels de procédures d'inspection phytosanitaire ; - Définir les normes d'emballages et d'étiquettes des produits agricoles ; - Finaliser l'avant-projet de loi sur l'agriculture biologique ; - Contribuer à l'avant projet de loi sur la sécurité sanitaire des aliments au Cameroun ; - Systématiser les tests de conformité des appareils de traitement, des semences; - Acquérir les équipements et la logistique pour réaliser les activités ; - Former et assermenter les Inspecteurs et Contrôleurs phytosanitaires ; - Construire un bâtiment définitif pour le laboratoire ; - Engager la certification des laboratoires des pesticides, des semences et des engrais.							

Action 03 REDUCTION DES RISQUES D'INSECURITE ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE ;

OBJECTIF	Améliorer quantitativement et qualitativement le niveau de sécurité alimentaire de l'ensemble des populations							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de la population nationale touchée par l'insécurité alimentaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 38%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		5.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1- Comité de Gestion FAO/PAM : 04 bulletins d'information sur les activités de FAO/PAM au Cameroun édités; un rapport de mission de suivi sur les opérations d'aide d'urgence : 676 T de denrées alimentaires distribuées à 20 982 élèves, 50 greniers communautaires mis en place dans 50 villages, 10 micro projets telefood financés ; 2 magasins (Garoua et Maroua) équipés en petits matériels : 8combinaisons, 3 couseuses, 6 diables, 1200 palettes en bois, 6 humidimètres, 6 pulvérisateurs à dos. 280 063 bénéficiaires d'aide d'urgence dans les régions de l'Est, Adamaoua et Extrême Nord. 2) Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) : Rapport des besoins alimentaires des populations et des risques d'insécurité ; rapport des facteurs d'insécurité alimentaire des zones vulnérables au Cameroun, rapport sur l'appui à la production dans les zones. 3) Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (DESA) : collecte et analyse des données. 4) Elaboration du bilan alimentaire(DESA) : Elaboration					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 071 000 000	1 071 000 000	1 061 000 000	1 061 000 000	950 056 007	856 927 500	89,5 %	80,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Insécurité transfrontalières avec déplacements des populations; - Inondations dans les régions septentrionales du pays avec destruction des exploitations agricoles ; - Menace d'invasion des chenilles dans certaines régions méridionales ; - Dégâts des sauterelles et chenilles défoliatrices sur cultures et jachères, - Dégâts d'oiseaux granivores (<i>Quelea quelea</i>) dans les périmètres de la SEMRY et autour du Parc National de Waza ; - Dégâts d'éléphants à Dabanga dans le Logone et Chari, à Kalfou, Wina et Yagoua dans le Mayo-Danay.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Appui aux micros projets dans les zones vulnérables ; - Régulation de la disponibilité des denrées alimentaires ; - Prévention des risques d'insécurité alimentaire.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Inadéquation entre la mise à disposition des fonds et le calendrier d'exécution, réorientation stratégique du programme. Dotation budgétaire insuffisante.							
Perspectives 2015	- Suivre la situation alimentaire des populations et de la production agricole dans les zones cibles ; - Désigner et opérationnaliser les responsables d'action ; - Poursuivre la distribution des denrées alimentaires dans les zones à risque ; - Mettre en place un mécanisme durable d'autoproduction dans les zones touchées par l'insécurité Alimentaire.							

Action 04 DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES INTRANTS AGRICOLES.

OBJECTIF	Améliorer la qualité des intrants agricoles								
Indicateur	Intitulé:		Proportion des intrants agricoles normés et labélisés au Cameroun				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 65%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		40.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		75.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Programme National de Gestion des Pesticides Obsolètes au Cameroun : Organisation de deux sessions de formation des producteurs et distributeurs à la gestion des stocks de pesticides, à la sauvegarde des stocks obsolètes et déchets associés et à leur élimination dans les régions du sud et du sud ouest (100 participants). 150 kg de Counter 10 g, 20 L de cyperméthrine obsolètes déclarés respectivement à la base phytosanitaire d'Ebolowa et à HAVECAM Nyeté. Organisation d'une session d'information et sensibilisation des producteurs sur les risques liés à l'utilisation des pesticides dans la région du Littoral. 1)Projet renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires en Afrique; 3) Projet pilote d'appui à la mise en place d'une information phytosanitaire sur la protection intégrée des cultures dans la zone forestière du Cameroun ; 4) Inspection des intrants et des produits agricoles : - 76 récépissés de déclarations établis ; -132 Champs semenciers ont été déclarés candidats à la certification ; -21 cha						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	193 000 000	193 000 000	193 000 000	193 000 000	125 280 527	113 000 000	64,9 %	58,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Certaines ressources phylogénétiques sont en voie de disparition et la banque de gènes pour appuyer la création et le développement variétal est absente; - Des intrants agricoles de contrebande et des produits frelatés circulent à travers le pays ; - Foisonnement des acteurs non professionnels dans le circuit de la distribution des intrants agricoles.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Définition des textes législatifs et réglementaires en cohérence avec les textes sous-régionaux et internationaux ; - Processus de labellisation et de certification : - Inspection des intrants agricoles : - Contrôle phytosanitaires : - Conservation et maintenance des ressources phylogénétiques								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Inadéquation entre la mise à disposition des fonds et le calendrier d'exécution des activités de l'action, lourdeur des procédures de déblocage des fonds, insuffisance d'équipements et d'infrastructures, insuffisance de cadres formés et assermentés.								

Perspectives 2015	- Mettre en place et opérationnaliser les structures permanentes de pilotage du Budget Programme (responsables des programmes, responsables d'actions) - Labelliser d'autres intrants agricoles ; - Entreprendre la sauvegarde et la sécurisation des pesticides obsolètes et emballages vides inventoriés sur le terrain ; - Compléter la loi 2003/007 du 10 juillet 2003 régissant les activités du sous-secteur engrais au Cameroun par des décrets d'application ; - Renforcer la loi 2003/003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire ; - Finaliser l'avant-projet de loi sur l'agriculture biologique ; - Généraliser les tests de conformité des pesticides par les techniques de laboratoire ; - Systématiser les tests de conformité des engrais ; - Acquérir les équipements et la logistique pour réaliser les activités - Sensibiliser l'administration des douanes sur la problématique des pesticides illégaux ; - Former et assermenter les Inspecteurs et Contrôleurs phytosanitaires ; - Accroître le nombre d'espèces sujettes à la maintenance et à la conservation ainsi que les capacités d'accueil (parcelles, logistique, équipements et matériels de travail, etc.) ; - Construire un bâtiment définitif pour le laboratoire ; - Engager la certification des laboratoires des pesticides, des semences et des engrais ; - Confection du catalogue officiel des espèces et variétés
-------------------	--

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 393

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET
DE PRODUCTION

Responsable du programme

MVENG NEE BIDJOGO NOMO PAULINE MARIE
Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer les performances des facteurs fondamentaux de production et le cadre de vie en milieu rural	
Indicateur	Intitulé:	Proportion de la production issue des exploitations modernes et évolution du taux d'exode rural
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	10.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	60.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU SECTEUR Action 02: DÉVELOPPEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES Action 03: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL Action 04: SOUTIEN À L'ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES	
DOTATIONS INITIALES	AE 11 593 000 000	CP 11 413 000 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MVENG NEE BIDJOGO NOMO PAULINE MARIE, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	117 points d'eau (forages) construits, 8 magasins de stockage construits, 4 marchés ruraux construits, 24 ponceaux et 1 pont construits, 2 séchoirs à cacao construits, 1 poste agricole construit, 274 km de pistes agricoles ouvertes et entretenues, 12 maisons communautaires achevées, 2 CEACs construits, 15 CEACs réhabilités, 19 CEAC équipés, 19 coffres forts acquis et mis à la disposition des caisses villageoises, 40 000 000 FCFA mis à la disposition de 22 caisses, 8 bâtiments administratifs non résidentiel Construits, 1459 personnes formées (48 caissiers, 156 COGES, Elus organe faitier + rencontre inter caisses: 437 personnes, techniciens organe faitier: 6 personnes, responsables d'équipes: 6 personnes, membres: 800 personnes) et 02 cadres du MIFED en formation à l'UCAC (6 mois), 15 Etudes de faisabilité pour la création des nouvelles caisses réalisées, 20 sessions de formation du personnel (Réseau & UCP) organisées pour 495 formés, 4 études sur le développement de la micro finance rurale réalisées, 3 nouvelles caisses des EMF construites en milieu rural. 40 cartes des GPI prioritaires produits, 40 plans de développement des GPI prioritaires élaborés, 10 ateliers régionaux de validation des plans de développement des GPI prioritaires organisés, l'étude de faisabilité de la phase II du PVBF réalisée. 2361 anciens et nouveaux exploitants dont 39% des femmes ont été installés, 31 documents et outils de travail (dont 04 projets coopératifs, 04 projets des statuts, cahiers de participants, 07 cartes des bas-fonds, etc.) ont été conçus et produits, 22 ateliers de formation et d'accompagnement des membres initiateurs des coopératives ainsi que des exploitants des bas-fonds ont été organisés, 130 exploitants ont été formés.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	31.43%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 7 993 000 000	CP 7 813 000 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 3 600 000 000	Ecart CP 3 600 000 000
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 5 678 247 774	CP 9 262 266 156
TAUX DE CONSOMMATION	71 %	118,5 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Difficultés de déblocage des ressources financières allouées aux activités.	
PERSPECTIVES 2015	-Aménagement des périmètres irrigués, -Poursuite de la viabilisation des zones de Bakassi et du lac Tchad ; -Equipement des postes agricoles en mini-stations automatiques agro climatologiques ; - Désenclavement des bassins de production ; - Faciliter l'accès à l'eau potable en milieu rural.	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU SECTEUR								
OBJECTIF	Améliorer l'accès des exploitations agricoles, (petites et moyennes au financement)							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des exploitations agricoles (petites et moyennes ayant reçues les subventions et/ou crédits)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	15.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	40.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Projet PCRD: Achat de 19 coffres ; les 40 000 000 FCFA prévus ont été mis à la disposition de 22 caisses appartenant à deux réseaux pour accroître leur capacité de crédit ; construction en cours de 8 bâtiments administratifs non résidentiels ; 1459 personnes formées (48 caissiers, 156 COGES, Elus organe faitier + rencontre inter caisses: 437 personnes, techniciens organe faitier: 6 personnes, responsables d'équipes: 6 personnes, membres: 800 personnes) ; 02 cadres du MIFED en formation à l'UCAC (6 mois) ; organisation de 4 ateliers et comités de programmation et bilan ; 15 Etudes de faisabilité pour la création des nouvelles caisses réalisées. Projet d'Appui au Développement de la Micro finance Rurale (PADMIR) : 20 sessions de formation du personnel (Réseau & UCP) organisées pour 495 formés, 4 d'études sur le développement de la micro finance rurale réalisées, 3 nouvelles caisses des EMF construites en milieu rural.					86%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 875 000 000	4 875 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 191 828 022	4 575 000 000	93,5 %	358,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre de la politique agricole de 2nde génération ; - La réforme du système des marchés publics ; - Le transfert des compétences et des ressources aux collectivités locales décentralisées dans le cadre de la décentralisation.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Structuration, construction, réhabilitation et financement des structures de micro finance : 25 caisses villageoises renforcées, 1954 personnes formées							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités d'accompagnement et de suivi-évaluation ont absorbé une partie des ressources allouées à cette action.							
Perspectives 2015	Augmentation des ressources financières au profit des EMF.							

Action 02 DÉVELOPPEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES								
OBJECTIF	Mettre en place les conditions de valorisation optimale de ressources en terre							
Indicateur	Intitulé:	Superficie de terres agricoles aménagées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	10.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	25.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Programme de Valorisation des Bas-Fonds (PVBF) : 40 cartes des GPI prioritaires produits, 40 plans de développement des GPI prioritaires élaborés, 10 ateliers régionaux de validation des plans de développement des GPI prioritaires organisés, l'étude de faisabilité de la phase II du PVBF réalisée. Projet de Développement rural du Mont Mbappit : 2361 anciens et nouveaux exploitants dont 39% des femmes ont été installés,31 documents et outils de travail (dont 04 projets coopératifs, 04 projets des statuts, cahiers de participants, 07 cartes des bas-fonds, etc.) ont été conçus et produits, 22 ateliers de formation et d'accompagnement des membres initiateurs des coopératives ainsi que des exploitants des bas-fonds ont été organisés, 130 exploitants ont été formés.					80%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 836 000 000	1 836 000 000	1 836 000 000	1 836 000 000	1 169 541 653	1 126 584 646	63,7 %	61,4 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Le Programme de Valorisation des Bas-Fonds (PVBF) n'a pas encore aménagé les 42 hectares de GPI prévus en 2014; - Le PDRM est en transition pour le démarrage de la deuxième phase.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Aménagement des terres agricoles, élaboration des plans de développement villageois (40) - Installation des nouveaux exploitants agricoles (2361)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le taux de réalisation technique se justifie par la non prise en compte du volet développement des aménagements dans l'évaluation du niveau de réalisation de l'indicateur en 2014.							
Perspectives 2015	- Aménagement des périmètres irrigués, - Faciliter l'accès à l'eau potable en milieu rural.							

Action 03 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL

OBJECTIF	Améliorer le cadre de vie des populations rurales								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'arrondissements ayant accès aux services de base (Points d'eau, Pistes)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		79.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		280.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Construction des marchés ruraux : 4 marchés ruraux construits, Ouverture et Entretien des routes agricoles : 274 km de pistes agricoles ouvertes et entretenues ; Construction, réhabilitation et équipement des Centres d'Education et d'Actions Communautaires (CEAC) : 2 CEACs construits, 15 CEACs réhabilités, 19 CEAC équipés ; Achèvement des maisons Communautaires: 12 maisons communautaires achevées ; Construction et aménagement des ouvrages d'art sur pistes agricoles : 24 ponceaux et 1pont construits.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 582 000 000	4 402 000 000	4 582 000 000	4 402 000 000	3 021 429 293	3 276 232 704	65,9 %	74,4 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Transfert des compétences aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation. Insécurité transfrontalière ayant mobilisé l'attention de toute la nation.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Ouverture et entretien des routes agricoles (274km) Construction des CEACs(02), des ouvrages d'arts (25) Réhabilitation des CEACS (15), équipement des CEAC (19)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Lenteur des procédures administratives et financières ; Absence d'accords de déblocage des fonds pour la réalisation de certaines activités								
Perspectives 2015	Reprogrammation des activités d'amélioration de l'habitat rural.								

Action 04 SOUTIEN À L'ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES

OBJECTIF	Améliorer l'accès des exploitants agricoles au matériel et aux équipements mécanisés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de tracteurs pour 1000 ha (motoculteurs et tracteurs)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		0.12999999523162842					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		0.5					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Appui des OPA en équipements et outillages agricoles : Divers matériels agricoles (pioches, machettes, houes, pelles, gants, limes, bottes de sécurité, etc.) ont été acquis et distribués aux OPA, 316 tracteurs (1ère, 2ème et 3ème catégories) acquis et remis à la disposition des OPA.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	295 448 806	284 448 806	98,5 %	94,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Organisation des mini-comices agropastorales régionaux ; Lancement des campagnes agricoles ; Année internationale de l'Agriculture familiale ; Modernisation de l'Agriculture ; Subvention des tracteurs par l'Etat ; Mise en place des pools d'engins de mécanisation.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Acquisition et distribution des équipements et matériels agricoles							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les 316 tracteurs (1 ^{ère} , 2 ^{ème} et 3 ^{ème} catégories) acquis et mis à la disposition des OPA ont été subventionnés par l'Etat.							
Perspectives 2015	Poursuivre les appuis en matériels et équipements agricoles aux OPA							

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 394

GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES
SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE

Responsable du programme

ASSI CATHERINE ENGONWEI
Directeur du Développement Local et Communautaire

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer l'exploitation durable des terres arables dans le respects des contraintes environnementales	
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des superficies agricoles nationales utilisant des bonnes pratiques de la fertilité et respectant les contraintes environnementales
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.6000000238418579
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	2.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORER L'ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE Action 02: AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES EN EAU Action 03: AMENAGEMENT DES RESSOURCES PEDOLOGIQUES	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 910 000 000	CP 1 895 000 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ASSI CATHERINE ENGONWEI, Directeur du Développement Local et Communautaire	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Concernant la sécurisation du Patrimoine foncier du MINADER : - Des Titres fonciers obtenues dans certains sites dans l'Adamaoua - L'achèvement de la construction de la clôture de sécurité du CEAC de Kolondom dans la région du Centre ; - La procédure d'immatriculation de 28 ha de champs semenciers engagée à Ndop au Nord-Ouest (terrain borné, en attente de titre foncier) - Des études réalisées au Sud-Ouest pour le CEAC de Bokova et pour le pool de mécanisation de Kumba (soient 1 ha, 13ca et 16a) ainsi que la base phytosanitaire de Kumba (pour 1 ha 53ca 47a) - La sécurisation foncière de deux sites pour construction de dortoirs EFSEAR de Kumba dans le Sud -Ouest - Un dossier monté pour l'immatriculation de la résidence du Délégué Régionale de l'Ouest (soient 3500 m2) et dossier transmis au MINDCAF. Par rapport aux opérations de développement de la zone de Bakassi : Equipement de la résidence du DDADER d'Isanguele En ce qui concerne l'élaboration de la carte d'aptitude des sols : Acquisition d'un pick-up 4x4 et fonctionnement du comité de pilotage Dans le cadre du Plan directeur de l'hydraulique agricole : - La poursuite des études diagnostiques - L'acquisition d'un véhicule pick-up 4x4 - La construction des retenues d'eaux Concernant les opérations de développement de la zone de Bakassi : - La construction d'un forage équipé de PMH à Békora et à Mundongo Dans le cadre de l'aménagement des ressources pédologiques, le Programme d'Appui à la Sécurisation et la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales (ASGIRAP) a démarré	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 910 000 000	CP 1 895 000 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 879 058 764	CP 1 450 222 969
TAUX DE CONSOMMATION	98,4 %	76,5 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Insécurité transfrontalière, - Inondation et pertes de récolte - Afflux des réfugiés et gestion difficile de ces débordements - Insécurité alimentaire et sanitaire - Complexité des procédures de passations de marchés - Lenteurs administratives dans les procédures d'immatriculation des terrains - Intervention d'autres acteurs -	
PERSPECTIVES 2015	- La mise en place d'un cadre de concertation entre les différents acteurs pour la gestion des anticipations des demandes foncières ; - La simplification et la réduction des délais de procédures d'accès à la propriété foncière ; - La poursuite de la sécurisation du patrimoine foncier du MINADER - Poursuite de la recherche documentaire et de la collecte des données ; - Le recensement et la caractérisation des sites potentiels de retenues d'eau ; - La mise en œuvre effective du programme ASGIRAP -	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 AMÉLIORER L'ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE								
OBJECTIF	Mettre en œuvre un plan national d'affectation des terres agricoles							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des terres agricoles effectivement affectées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	2.799999952316284						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	10.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Concernant la sécurisation du Patrimoine foncier du MINADER : -Des Titres fonciers obtenues dans certains sites dans l'Adamaoua -L'achèvement de la construction de la clôture de sécurité du CEAC de Kolondom dans la région du Centre ; -La procédure d'immatriculation de 28 ha de champs semenciers engagée à Ndop au Nord-Ouest (terrain borné, en attente de titre foncier) -Des études réalisées au Sud-Ouest pour le CEAC de Bokova et pour le pool de mécanisation de Kumba (soient 1 ha, 13ca et 16a) ainsi que la base phytosanitaire de Kumba (pour 1 ha 53ca 47a) -La sécurisation foncière de deux sites pour construction de dortoirs EFSEAR de Kumba dans le Sud-Ouest -Un dossier monté pour l'immatriculation de la résidence du Délégué Régionale de l'Ouest (soient 3500 m2) et dossier transmis au MINDCAF En ce qui concerne l'élaboration de la carte d'aptitude des sols : Acquisition en cours d'un pick-up 4x4 et fonctionnement du comité de pilotage					65%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 442 000 000	1 442 000 000	1 442 000 000	1 442 000 000	1 439 581 940	1 064 222 969	99,8 %	73,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Insécurité transfrontalière, - Inondation et pertes de récolte - Afflux des réfugiés et gestion difficile de ces débordements - Insécurité alimentaire et sanitaire - Difficultés inhérentes à la mise en œuvre du budget-programme - Réforme du système des marchés publics - Transfert des compétences et des ressources aux CTD							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Sécurisation du Patrimoine foncier du MINADER Elaboration de la carte d'aptitude des sols							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Lenteurs administratives et lourdeur dans les procédures de passation des marchés publics ; - Délégation des crédits aux services déconcentrés non visible dans les dépenses réelles de l'action ; - Les crédits transférés aux CTD (Collectivités Territoriales Décentralisées) pas visible dans les dépenses réelles de l'action.							
Perspectives 2015	- Poursuite de la sécurisation du foncier agricole du MINADER ; - La mise en place d'un cadre de concertation entre les différents acteurs pour la gestion des anticipations des demandes foncières ; - La simplification et la réduction des délais de procédures d'accès à la propriété foncière.							

Action 02 AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES EN EAU

OBJECTIF	Mettre en œuvre les projets d'aménagement des ressources en eau								
Indicateur	Intitulé:		Superficies des terres agricoles irriguées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 75%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		33000.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		100000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		•Une mini adduction d'eau rurale construite •La poursuite des études diagnostiques (la documentation disponible, numérisation des cartes disponible) •Un véhicule pick-up 4x4 disponible						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	115 000 000	100 000 000	115 000 000	100 000 000	86 476 824	33 000 000	75,2 %	33 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Insécurité transfrontalière, - Inondation et pertes de récolte - Afflux des réfugiés et gestion difficile de ces débordements - Insécurité alimentaire et sanitaire - Difficultés inhérentes à la mise en œuvre du budget-programme - Réforme du système des marchés publics - Retard entre les engagements et les décaissements								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Mise en place du plan directeur de l'hydraulique agricole								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Lenteurs administratives et lourdeur dans les procédures de passation des marchés publics ; - Délégation des crédits aux services déconcentrés non visible dans les dépenses réelles de l'action ;								
Perspectives 2015	- Recensement et caractérisation des sites potentiels de retenues d'eau ; - Poursuite de la construction des points de retenues d'eau - Reformulation de l'indicateur								

Action 03 AMENAGEMENT DES RESSOURCES PEDOLOGIQUES

OBJECTIF	Restaurer la fertilité des sols								
Indicateur	Intitulé:		Superficies des terres bénéficiant des techniques de conservation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		35000.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		200000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	353 000 000	353 000 000	353 000 000	353 000 000	353 000 000	353 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- Insécurité transfrontalière et abandon des champs par les paysans - Insécurité sanitaire et alimentaire - Forte pluies dans la partie septentrionale - Inondations avec pertes des récoltes - Afflux des réfugiés et difficultés de gérer le supplément des populations								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Démarrage du Programme d'Appui à la Sécurisation et la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales (ASGIRAP)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Démarrage effectif du Programme ASGIRAP								
Perspectives 2015	La mise en œuvre du Programme ASGIRAP								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

A titre de rappel, l'objectif stratégique du MINADER qui dérive de la vision du Chef de l'Etat est de faire du Cameroun, un pays émergeant à l'horizon 2035, démocratique et unis dans sa diversité et aussi « de renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement ». Cet objectif repose sur quatre piliers, à savoir :

- Améliorer la productivité et la compétitivité des filières agricoles ;
- Moderniser les infrastructures du monde rural et de production agricole ;
- Gérer durablement les ressources naturelles spécifiques à l'agriculture ;
- Renforcer la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous secteur

Les quatre piliers ci-dessus mentionnés ont été déclinés en quatre programmes :

Le programme technique N°1 intitulé « Amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles » ;

Le programme technique N°2 intitulé « Modernisation des infrastructures du monde rural et de production agricole » ;

Le programme technique N°3 est intitulé « Gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture » ;

Le programme support intitulé « Gouvernance et appui institutionnel ».

L'enveloppe budgétaire allouée au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural au titre de l'exercice 2014 était de 98.961.889.000 FCFA dont 41,056 milliards de FCFA en dépenses de fonctionnement et 57,305 milliards en dépenses d'investissement qui contenaient 20 milliards de FCFA en Ressources Externes.

La mise en application de ces programmes vise des objectifs spécifiques et s'accompagne d'indicateurs précis et mesurables dont on peut apprécier l'état d'avancement.

L'allocation budgétaire reçue a permis au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de mettre en œuvre ses programmes déclinés en actions et activités.

Les résultats enregistrés et présentés dans les pages précédentes de ce document sont en cohérence avec l'objectif stratégique du MINADER contenu dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.

3.2. LEÇONS APPRISSES

Il apparait de la mise en œuvre du budget programme ce qui suit :

Celui-ci est une nouvelle manière de gérer la fortune publique instituée dans les administrations publiques sur les plans comptable, financier et budgétaire.

Le Budget Programme commande que le gestionnaire de la fortune publique fasse un bilan des activités menées et des résultats obtenus à la fin de chaque année en élaborant le Rapport de Performance

Le Budget Programme est la gestion axée sur les résultats qui allie efficience et efficacité

Une bonne mise en œuvre du Budget Programme garantie une traçabilité dans la gestion de fonds d'une part et d'autre part dans la réalisation des activités pour lesquels ces fonds ont été débloqués.

Le Budget Programme est un cadrage qui permet d'éviter les dérapages dans la gestion des fonds publics

3.3. PERSPECTIVES 2015

Les perspectives pour l'année 2015 se font dans un environnement dominé par :

- L'insuffisance du personnel d'encadrement
- L'inadéquation entre le système des Marchés Publics et les activités agricoles
- L'insuffisance et la mobilisation lente des ressources financières qui ne permettent pas toujours d'assurer l'investissement programmé dans le respect des calendriers agricoles
- L'inadaptation du système de financement à l'activité agricole

Sans être exhaustif, les orientations du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural pour l'année 2015 sont les suivantes :

- La mise en place des normes et standards pour préparer la certification des produits ;
- L'intensification de la formation des acteurs ruraux aux nouvelles technologies de production, de transformation et de commercialisation des produits à travers la création des centres d'excellence des filières agricoles ;
- L'organisation d'un forum national sur l'agriculture ;
- La promotion des activités de valorisation des produits agricoles du cru ;
- L'opérationnalisation des fermes semencières de 1ère catégorie ;
- La maîtrise de l'accès au financement et à la terre
- La maîtrise des marchés agricoles
- La maîtrise de l'eau pour palier les effets du changement climatique et produire en toute saison de l'année
- Le lancement des activités du Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agro-pastoral des Jeunes (PEA-Jeune)
- La poursuite de la promotion du mouvement coopératif
- Le traitement de 25% du verger cacao-café
- La maîtrise totale de la production et de la distribution des semences et plants améliorés à haut rendement
- La poursuite du développement des filières agricoles en vue d'une mobilisation optimale des réserves de productivité, de valeur ajoutée et de compétitivité
- La préparation avec la Banque Islamique de Développement (BID) du projet de développement et de la transformation de fruits
- La préparation avec la banque africaine de Développement (BAD) du projet de développement des chaînes de valeurs agricoles pour un financement d'environ 100 million de Dollars ;

- La réalisation effective du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (REGAE)
- Un accroissement substantiel des productions agricoles pour répondre aux problèmes d'insécurité alimentaires et la quête des marchés extérieurs